

Pour publication immédiate

Plus de 30 000 postes sont vacants au Québec

Montréal, le 13 mars 2007 – La pénurie de main-d'œuvre qualifiée ne s'amenuise pas. En effet, selon un estimé de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) réalisé à partir de sondages auprès de ses membres, plus de 250 000 postes demeurent vacants au Canada depuis quatre mois. « Au Québec, la situation est difficile puisque nous évaluons que 32 000 postes à temps plein et à temps partiel sont restés non comblés pendant quatre mois ou plus en 2006. Cette situation entraîne des conséquences négatives sur notre économie » a indiqué monsieur Simon Prévost, directeur des affaires législatives, Québec.

Selon une étude rendue publique par la FCEI, « *Du travail à revendre* », l'inquiétude des propriétaires d'entreprises atteint un paroxysme inégalé devant la difficulté de recrutement de travailleurs qualifiés. En effet, la préoccupation des entrepreneurs se fait sentir d'un bout à l'autre du Canada, particulièrement dans l'Ouest canadien où le boom du pétrole provoquent une rareté de personnel qui limite fortement la croissance des PME. » a fait valoir monsieur Prévost.

Secteurs et compétences recherchés

À l'échelle canadienne, les entreprises de tous les secteurs ont déclaré avoir des postes non pourvus pendant une période prolongée. Toutefois, les entreprises de plus petites tailles qui œuvrent dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et de l'accueil/hébergement ont été particulièrement touchées. En fait, les entreprises du secteur de l'hébergement ont enregistré la hausse la plus marquée de vacance alors que le taux de postes inoccupés est passé de 2,7 pour cent en 2005 à 4,3 pour cent en 2006.

En ce qui concerne les types de compétences les plus recherchés, les PME ont fait état d'un besoin aigu de recruter des gens de métier ayant des compétences de niveau intermédiaire. Quatre propriétaires de PME sur dix souhaitent embaucher des employés à des postes exigeant des études collégiales ou une formation d'apprenti : charpentiers, chefs de cuisine ou plombiers. Près d'un tiers des employeurs manque principalement d'employés ayant fait des études secondaires ou ayant suivi une formation professionnelle spécialisée, par exemple des chauffeurs, des éducateurs en garderie et des opérateurs de machinerie. Le rapport de la FCEI révèle également qu'un pourcentage plus élevé de PME (17 %) ressent une pénurie de main-d'œuvre concernant des postes de débutant qui n'exigent pas d'études.

Enjeux de société

Selon les prévisions démographiques, dès 2012, les effets marqués du départ à la retraite des baby-boomers se feront sentir sur le marché du travail. Le phénomène est généralisé et peu de régions du Québec y échapperont. De surcroît, plusieurs d'entre elles font face à des défis économiques de taille qui poussent d'une part les jeunes de ces régions à s'exiler et d'autre part, n'incitent pas d'autres catégories de travailleurs ou travailleuses à venir s'y installer. « Attirer, retenir, développer et mobiliser les travailleurs sont devenus autant d'enjeux stratégiques pour les entreprises qui cherchent à prospérer dans le contexte concurrentiel et démographique actuel. » a expliqué monsieur Prévost.

D'ailleurs, dans le cadre de la campagne électorale québécoise, la FCEI a récemment publié une plateforme des besoins prioritaires des PME d'ici qui indique aux partis politiques la voie à emprunter pour répondre adéquatement aux besoins des petits entrepreneurs. La formation de la main-d'œuvre est un axe majeur de cette plateforme.

Le rapport de recherche « *Du travail à revendre* » est disponible sur le site Internet de la FCEI, au www.fcei.ca.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est l'association patronale qui défend les petites et moyennes entreprises d'ici et qui, par ses représentations auprès des gouvernements et des municipalités, leur permet de prospérer économiquement au bénéfice de l'ensemble des citoyens et citoyennes du Québec.

Association sans but lucratif dont les membres oeuvrent dans tous les secteurs d'activités et dans toutes les régions du Québec, la FCEI est non partisane et son financement provient uniquement de l'adhésion de ses membres.

Source : **Marie Vaillant**
Directrice des communications
Téléphone : (514) 861-3234 /Cellulaire : (514) 919-9535